



**VICE-RECTORAT
DE POLYNÉSIE FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

RAPPORT DE JURY CAPPEI SESSION 2023

Ce rapport présente les résultats des enseignants ayant passé les épreuves du certificat d'aptitude professionnelle aux pratiques de l'éducation inclusive (CAPPEI) durant la session 2023, avec énoncé des points d'appui et évolutions souhaitables.

Établi pour identifier les incontournables de cette certification professionnelle et aider ainsi au positionnement de futurs candidats, il a été rédigé à partir des remarques des membres des commissions lors des différentes délibérations, tant concernant le 1^{er} degré que le 2nd degré. Le taux de réussite général est de **60 %**, marquant une infime évolution par rapport à la session précédente (58 %).

Référence :

- [décret n°2017-169 du 10 février 2017](#) relatif au CAPPEI et à la formation professionnelle spécialisée
- [arrêté du 10 février 2017](#) modifié par le [Décret n°2020-1634 du 21 décembre 2020](#) relatif à l'organisation de l'examen pour l'obtention du CAPPEI
- [circulaire du 12 février 2021](#) au [Bulletin officiel n°10 du 11 mars 2021](#)

Cadre général de la certification :

Pour rappel, les publics concernés sont les enseignants du premier et du second degrés.

Cette certification est destinée à attester de la qualification de ces enseignants à exercer leurs fonctions dans les établissements scolaires et les établissements et services accueillant des élèves présentant des besoins éducatifs particuliers (liés à une situation de handicap, de grande difficulté scolaire ou à une maladie) et à contribuer à la mission de prévention des difficultés d'apprentissage et d'adaptation de l'enseignement.

Rappelons que l'enseignant spécialisé est d'abord un professeur qui maîtrise les compétences décrites par le référentiel de compétences professionnelles des métiers du professorat et de l'éducation ([arrêté du 1er juillet 2013, annexe 1](#)). L'enseignant spécialisé maîtrise également les compétences particulières défini dans le référentiel des compétences caractéristiques d'un enseignant spécialisé ([circulaire 2017-026 – annexe 1](#)), référentiel qui fait apparaître la spécificité des formes d'intervention des enseignants appelés à :

- exercer dans le contexte professionnel spécifique d'un dispositif d'éducation inclusive
- exercer une fonction d'expert de l'analyse des besoins éducatifs particuliers et des réponses à construire ;
- exercer une fonction de personne ressource pour l'éducation inclusive dans des situations diverses.

Épreuves de la certification :

L'examen du CAPPEI comporte 3 épreuves consécutives :

A.ÉPREUVE 1 :

Séance pédagogique avec un groupe d'élèves d'une durée de 45 minutes, suivie d'un entretien d'une durée de 45 minutes avec la commission.

La séance pédagogique permet d'évaluer, en situation professionnelle, les compétences pédagogiques spécifiques du candidat. L'entretien permet au candidat d'expliquer, dans son contexte d'exercice, le choix de ses démarches pour répondre aux besoins des élèves. Le candidat doit être capable d'analyser sa pratique par référence aux aspects théoriques et institutionnels, notamment de l'éducation inclusive.

Les compétences du référentiel en jeu : **l'enseignant spécialisé exerce dans le contexte professionnel spécifique d'un dispositif d'éducation inclusive:**

- en contribuant à l'élaboration et à la mise en œuvre d'un projet d'établissement inclusif ;
- en concevant son action pédagogique en articulation avec toutes les classes de l'établissement ;
- en concevant, avec d'autres enseignants, des séquences d'enseignement et en co-intervenant dans le cadre de pratiques inclusives ;
- en œuvrant à l'accessibilité des apprentissages dans le cadre des programmes en vigueur et du socle commun de connaissances, de compétences et de culture ;
- en s'inscrivant dans une démarche de coopération avec différents acteurs et partenaires ;
- en coordonnant des actions avec les membres de la communauté éducative pour la scolarisation et l'accompagnement des élèves.

B.ÉPREUVE 2 :

Entretien avec la commission à partir d'un dossier élaboré par le candidat portant sur sa pratique professionnelle. La présentation de ce dossier n'excède pas 15 minutes. Elle est suivie d'un entretien d'une durée de 45 minutes.

Ce dossier de 25 pages maximum est communiqué aux membres de la commission au plus tard 15 jours avant la date fixée pour l'épreuve. Il comprend :

- une sélection de documents choisis par le candidat pour étayer sa pratique professionnelle ;
- un texte rédigé par le candidat dans lequel il justifie et commente son choix documentaire pour faire valoir la cohérence de son action.

Lors de la présentation, le candidat s'appuie sur ce dossier pour témoigner de sa capacité à identifier les questions ou difficultés rencontrées dans son activité professionnelle, les analyser et avoir une approche critique des réponses mises en œuvre. Plus que le nombre de documents, c'est la pertinence du choix et l'intérêt du document au regard de l'expérience d'enseignement analysée qui seront évalués.

Les documents (extraits de textes législatifs et réglementaires, circulaires, références théoriques, documents de travail personnels, éléments de connaissance de l'environnement permettant de situer son action dans le contexte d'exercice, etc.) devront être ordonnés, structurés et témoigner d'une analyse.

Les compétences du référentiel en jeu : **l'enseignant spécialisé exerce une fonction d'expert de l'analyse des besoins éducatifs particuliers et des réponses à construire :**

- en assurant une mission de prévention des difficultés d'apprentissages ;
- en contribuant à l'élaboration de parcours de formation adaptés visant une bonne insertion sociale et professionnelle ;
- en se dotant et utilisant des méthodes et outils d'évaluation adaptés ;
- en définissant des stratégies d'apprentissages personnalisées et explicites ;
- en adaptant les situations d'apprentissage, les supports d'enseignement et d'évaluation ;
- en élaborant ou en contribuant à l'élaboration et la mise en œuvre de projets individualisés dans une perspective d'un parcours de réussite.

C.EPREUVE 3 :

Présentation pendant 10 minutes d'une action conduite par le candidat témoignant de son rôle de personne ressource en matière d'éducation inclusive et de sa connaissance des modalités de scolarisation des élèves à besoins éducatifs particuliers, suivie d'un échange d'une durée de 20 minutes avec la commission. La présentation peut se faire à partir de tout support écrit ou numérique (enregistrements audio, vidéo, etc.). Il s'agit pour le candidat de présenter une action de sensibilisation, d'information, de valorisation d'une action pédagogique à destination de professionnels de l'éducation ou de partenaires.

Les compétences du référentiel en jeu : **l'enseignant spécialisé exerce une fonction de personne ressource pour l'éducation inclusive dans des situations diverses :**

- en s'appropriant et en diffusant les enjeux éthiques et sociétaux de l'École inclusive ;
- en répondant dans le contexte d'exercice aux demandes de conseils concernant l'élaboration de réponses pédagogiques concertées à des besoins éducatifs particuliers ;
- en mobilisant les éléments des cadres législatif et réglementaire dans la variété de ses missions ;
- en connaissant et en coopérant avec la diversité des partenaires et des acteurs de l'École inclusive.
- en construisant des relations professionnelles avec les familles en les associant au parcours de formation ;
- en concevant et en mettant en œuvre des modalités de co-intervention ;
- en construisant et en animant des actions de sensibilisation, d'information et en participant à des actions de formation sur le thème de l'éducation inclusive ;
- en prévenant l'apparition de difficultés chez certains élèves ayant une fragilité particulière.

La notation :

Chacune de ces épreuves est notée de 0 à 20, en relation avec les éléments du référentiel en annexe I de la circulaire du 12 février 2021

Une note moyenne au moins égale à 10 sur 20 à l'ensemble des trois épreuves est exigée pour l'obtention du Cappei.

Le candidat peut demander à conserver les notes supérieures ou égales à 10 sur 20 qu'il a obtenues à une épreuve au maximum pendant trois années. À l'issue de cette période, il doit présenter à nouveau cette épreuve.

Le jury :

Chaque candidat est évalué par une commission composée de quatre membres du jury académique:

- un inspecteur de l'éducation nationale chargé de l'adaptation scolaire et de la scolarisation des élèves en situation de handicap (IEN-ASH) ;
- selon le statut du candidat, un inspecteur de l'éducation nationale (IEN) chargé de l'enseignement du premier degré ou un inspecteur d'académie-inspecteur pédagogique régional (IA-IPR) ou un inspecteur de l'éducation nationale de l'enseignement général ou de l'enseignement technique (IEN-ET) ;
- un formateur ou un conseiller pédagogique impliqué dans la formation préparatoire au CAPPEI, mais n'ayant pas suivi le candidat ;
- un enseignant spécialisé dont la spécialité correspond au parcours de formation suivi par le candidat.

Statistiques pour la session 2023 :

Désistements / non recevabilité

1^{er} degré : 23 candidats inscrits.

1^{er} degré : 14 présents à l'examen.

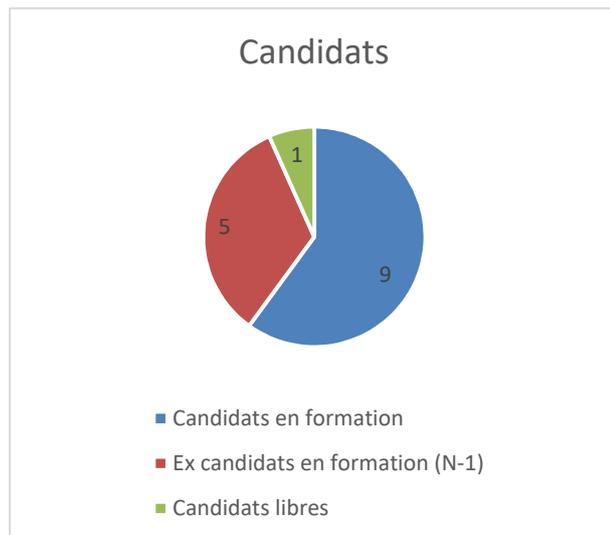
2nd degré : 2 candidats inscrits.

2nd degré : 1 présent à l'examen.

A une exception près, tous les candidats sont issus de l'enseignement public.

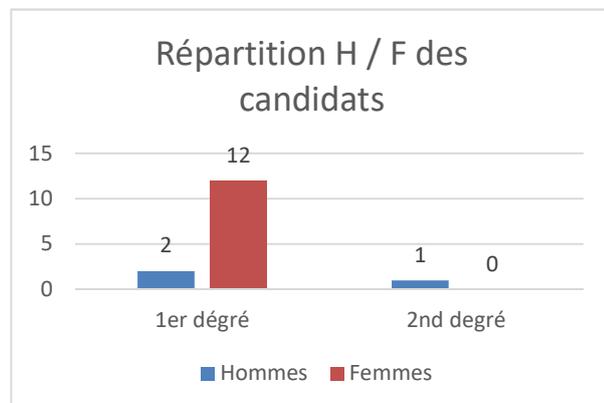
9 candidats présents ont suivi une formation, soit **60 %**.

6 candidats se sont présentés en « candidat libre », soit 40 % (4 d'entre eux étaient en formation en 2021-2022).



13 femmes se sont présentées aux épreuves, soit **80 %**.

3 hommes se sont présentés aux épreuves, soit **20 %**.



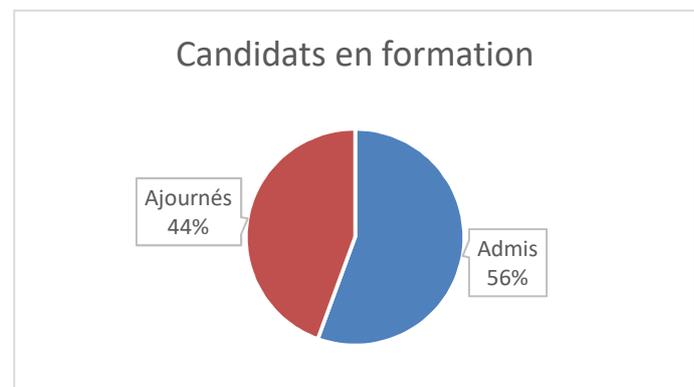
Notes

	Epreuve 1	Epreuve 2	Epreuve 3	Moy générale
Moyenne des notes	12,00	10,93	12,07	11,67
Note la plus haute	18,00	18,00	18,00	18,00
Note la plus basse	8,00	7,00	8,00	8,00
Médiane	11,00	10,00	12,00	10,00

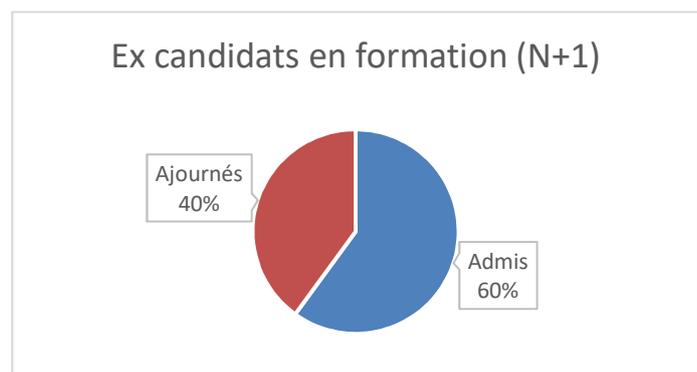
	Admis		Ajournés	
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
Candidats en formation	0	5	1	3
Ex candidats en formation (N-1)	2	1	0	2
Candidats libres	0	1	0	0
	9		6	
	60%		40%	

Parcours	Admis			Ajournés		
	Enseigner en SEGPA	Coordonner une ULIS	Enseigner en DASED (ADR)	Enseigner en SEGPA	Coordonner une ULIS	Enseigner en DASED (ADR)
Candidats en formation	0	2	3	0	2	2
Ex candidats en formation (N-1)	3	0	0	1	1	0
Candidats libres	0	1	0	0	0	0
	9			6		
	60%			40%		

- Parmi les candidats en formation, **56 % ont été admis.**



- Parmi les candidats ajournés en 2022 (et qui étaient en formation), **60 % ont été admis.**



- La seule candidate libre (sans avoir bénéficié totalement de la formation) a été admise.

Épreuve 1 : séance de pratique professionnelle

C'est l'épreuve qui présente le plus de difficulté pour les candidats stagiaires et pour les candidats libres. Elle a nécessité souvent un changement de posture professionnelle important pour certains candidats

Séance d'enseignement :

❖ qualité des documents soumis à examen :

• le jury a valorisé :

- l'articulation entre la séance présentée et la séquence pédagogique dans laquelle elle s'inscrit, avec mise à disposition auprès des membres de la commission de dossiers synthétiques explicites,
- la mise à disposition de fiches de préparation précisant les objectifs notionnels et méthodologiques – et les articulant entre eux, en rapport avec le Socle Commun et les programmes officiels d'enseignement, en vigueur en Polynésie française.

• le jury a pénalisé :

- l'absence d'informations préalables aux séances observées,
- les fiches de préparation succinctes ne permettant pas d'identifier de façon claire les objectifs visés et les compétences et attitudes à installer chez les élèves, surtout lorsqu'il a été constaté un manque de rigueur dans la conduite des apprentissages,
- le manque de formalisation des apprentissages.

❖ didactique des disciplines :

• le jury a valorisé :

- le travail sur **les procédures mentales** et sur les représentations des élèves,
- la pertinence des démarches pédagogiques retenues et la **cohérence avec les choix didactiques** opérés
- **la diversification des approches et des activités,**
- des processus pédagogiques réellement explicites
- **la manifestation d'une réelle ambition pédagogique pour les élèves,** en lien avec leur zone proximale de développement (ZPD) et sous forme de situation obstacle adaptée,
- **l'identification de programmations et progressions périodiques précises** pour chaque élève ou par groupes de besoin,
- **la capacité du candidat à identifier clairement le type de séance présentée** (découverte, appropriation, recherche, consolidation, remédiation) afin de pouvoir justifier les démarches mises en œuvre.

- **le jury a pénalisé :**

- le manque de maîtrise de la didactique des disciplines qui peut être dû, pour une part, au peu d'expérience professionnelle de quelques postulants et à l'absence de prise en charge de classes de l'enseignement général, marqués par des gestes professionnels insuffisamment intégrés. Ce déficit de maîtrise a souvent entraîné des difficultés à identifier les obstacles rencontrés par les élèves, obstacles inhérents à l'apprentissage à construire,
- le manque d'adaptation des aides proposées (outils, étayage des démarches),
- l'absence de différenciation pédagogique et de groupes de besoins clairement identifiés en fonction d'évaluations objectivement construites. Le faible effectif des élèves affectés dans les dispositifs d'inclusion collective (ULIS) doit permettre aux candidats de mettre en œuvre **une pédagogie clairement différenciée** suivant.

❖ **mise en œuvre des compétences liées à l'autonomie des élèves :**

- **le jury a valorisé :**

- **la phase d'autonomie intellectuelle** qui doit être clairement privilégiée, afin que les élèves exercent leur capacité à penser par eux-mêmes et avec leurs pairs. La place de l'enseignant durant ce temps de travail doit être précisément identifiée pour que les procédures mentales des élèves soient favorisées,
- **la capacité à utiliser pleinement le temps limité concernant la séance** (durée réglementaire de 45 minutes) comme une contrainte ayant du sens et devant permettre de constater une évolution des élèves lors de leurs apprentissages,
- **la capacité à viser prioritairement et clairement un ou deux objectifs notionnels** précis, susceptibles d'être évalués,
- **l'aptitude à identifier un déroulement donnant la place nécessaire aux différents temps de l'apprentissage** : énoncé de la situation problème, temps de travail en autonomie ou semi autonomie pour proposer des résolutions au problème soumis, mises en commun, institutionnalisation et statut des différentes traces écrites,
- **la capacité à faire travailler tous les jeunes dans le cadre d'un projet global, tout en sachant mettre en place une différenciation pédagogique,**
- **une gestion de groupe** harmonieuse, soucieuse du bien être des élèves,
- **la capacité du candidat à susciter les prises de parole des élèves** et à favoriser les échanges avec leurs pairs.

- **le jury a pénalisé :**

- **le manque de valorisation de la parole des élèves** dans les actes d'enseignement et **l'absence de prise en compte des compétences langagières des élèves**, telles que : (re)formulation, explicitation, argumentation, confrontation, (in)validation et institutionnalisation,
- **l'absence de contrat didactique clair** passé entre l'enseignant et ses élèves avant toute mise en autonomie avec absence de clarification sur les enjeux de la tâche, le temps imparti, le rôle de l'enseignant, les formes de travail retenues, les critères de réussite, les aides possibles,
- **l'absence ou le manque de prise en compte** dans les phases d'évaluation collective puis d'institutionnalisation **du statut des erreurs commises**, de la possibilité d'émettre plusieurs hypothèses de résolution,
- **le manque d' enrôlement et de mobilisation dynamiques dans la tâche, parfois sans** rapport avec l'âge réel des élèves, leurs centres d'intérêt et leurs motivations. Trop souvent, particulièrement pour les élèves des ULIS, les supports et les tâches se réfèrent à une redite de ce qui a été effectué sans succès à l'école élémentaire (voire à l'école maternelle) aboutissant parfois à une infantilisation de l'acte pédagogique et des supports muraux,

- **le manque d'identification du parcours antérieur des jeunes**, ne permettant pas de référer les objectifs des séances ni leur construction à des besoins objectivement recensés. Il y a lieu de situer les apprentissages dans le cadre d'un parcours continu et cohérent,
- **l'absence d'institutionnalisation** en fin des séances, ne permettant pas à l'enseignant de clore les apprentissages mis en place ni aux élèves d'effectuer un point précis sur la plus-value des séances dans leurs compétences,
- **la répétition formelle des séances sur un schéma répétitif.**

1. Entretien suite à la séance d'enseignement

• le jury a valorisé :

- **le rapport entre la séance et les besoins individuels des jeunes** lorsqu'il repose clairement sur les mises en œuvre des projets personnalisés des élèves,
- **une capacité à analyser ce qui a fonctionné et ce qui a fait défaut** dans la conduite des séances, avec un juste recul critique,
- **la référence ponctuelle à des options didactiques** permettant d'identifier les articulations théories / pratiques et les choix assumés par les candidats, sans rigidité mais avec un souci de cohérence dans ce qui est mis en œuvre,
- **la connaissance des textes officiels en vigueur**, concernant tant l'enseignement général que l'enseignement pour les élèves avec Besoins Éducatifs Particuliers, afin de situer sa propre action dans un champ politique et éducatif plus global,
- **la mise en évidence d'une éthique professionnelle** et d'une posture d'enseignant spécialisé, incontournables de l'examen,
- **la capacité à s'exprimer clairement devant la commission** : les questions posées doivent notamment permettre au candidat d'approfondir sa pensée, de dépasser les paradoxes qui ont pu se faire jour entre sa pratique et ses propos, d'identifier les axes de progrès,
- **la nouvelle posture d'enseignant spécialisé** du postulant : il s'agit d'observer comment les adaptations ou compensations nécessaires ont été pensées et mises en œuvre – et ce qui distingue clairement la conception des séances observées des séances effectuées dans l'enseignement général (supports de travail, déroulement, mobilisations, différenciations, etc...).

• le jury a pénalisé :

- **le manque d'analyse critique** des séances et l'absence de justification des adaptations pédagogiques mises en œuvre durant la séance : il ne s'agit pas de procéder à une analyse négative, mais bien de tenter de procéder à une analyse distanciée du travail effectué,
- la difficulté à établir **une articulation entre la pratique et un cadre théorique identifié**,
- **l'absence de référence à un cadre institutionnel** (spécificité du dispositif ou de la structure, inclusion dans le cadre du projet d'établissement notamment),
- **les difficultés de communication du candidat avec les membres de la commission**, manifestées notamment par des absences de réponses aux questionnements ou des comportements inappropriés.
- un catalogue exhaustif des difficultés et réussites de chacun des élèves (un tel a fait ceci, une telle a dit cela, ...)
- les tics de langage (l'expression « du coup » répétée sans cesse)
- l'imitation physique des élèves et de leurs difficultés

Épreuve 2 : exposé du dossier professionnel suivi d'un entretien

Le dossier est d'abord une réflexion personnelle sur la pratique professionnelle des candidats ou porte sur une question relative aux élèves à besoins éducatifs particuliers. **La présence d'annexes en sus des 25 pages du document n'est pas recommandée.** L'interprétation faite par les candidats des attendus de cette épreuve révèle des disparités qu'il importe de dissiper : **le dossier ne constitue pas un mémoire professionnel avec problématique**, mais une réflexion sur une pratique professionnelle qui chemine, basée sur des choix théoriques élucidés et argumentés. Il constitue un fil directeur de la formation et doit donc montrer une réelle évolution professionnelle, élucidée et clarifiée. L'écrit, même s'il n'est pas évalué en tant que tel, est généralement de bonne qualité. La soutenance orale nécessite une préparation active antérieurement à l'examen (s'entraîner, s'enregistrer, se chronométrer) pour se présenter dans de bonnes conditions. Un support, type diaporama, est le bienvenu, dans la mesure où celui-ci est dynamique et éclairant.

• le jury a valorisé :

- **la soutenance de 15 minutes** lorsqu'elle a permis d'identifier les prolongements du travail effectué et de recueillir le point de vue critique du candidat : choix du sujet, cohérence entre les actions mentionnées et les propositions théoriques et didactiques. L'exposé doit enrichir le dossier,
- la capacité du candidat à faire valoir ses **capacités d'expression, d'analyse, de clarté** (plan, articulations entre les différentes parties),
- **l'exploitation raisonnée des documents sélectionnés**, en lien avec le thème choisi pour le dossier, pour que ceux-ci manifestent réellement l'avancée du candidat dans sa réflexion et dans sa pratique professionnelle (fluidité et cohérence, planification, enchâssement). Les documents présentés doivent permettre l'élaboration de nouveaux outils d'enseignement, en lien avec l'actualité de la recherche,
- **l'articulation visible entre les choix théoriques et la séance pédagogique** menée antérieurement en début d'épreuves, la présence de liens avec les apprentissages des élèves et/ou leur parcours de formation : le candidat doit montrer sa maîtrise des principales théories de l'apprentissage et des connaissances sur le développement des enfants et des adolescents,
- la mise en évidence d'**une démarche métacognitive**,
- **la capacité du candidat à mener une réflexion pédagogique**, à s'ouvrir à d'autres pistes que celles énoncées dans le dossier, la **capacité à se distancier**,... Le dossier doit relever d'une thématique liée à l'enseignement spécialisé.
- la présence d'une **évaluation de l'action menée**,
- **les références à un cadre institutionnel clair et actualisé** permettant au candidat de situer son action dans un cadre de réflexion plus large que le seul sujet énoncé dans le dossier,
- la volonté des candidats à **mettre en place des parcours en coordination avec des partenaires**,
- **la présence d'un erratum distribué à la commission** si des erreurs ont été relevées avant l'exposé,

• le jury a pénalisé :

- **la limitation de la soutenance du dossier à une paraphrase de l'écrit**, déjà lu attentivement pourtant par les membres de la commission. Ce moment court (quinze minutes) doit constituer une opportunité pour donner des compléments d'information, identifier des prolongements possibles au travail, porter un regard distancié sur la conduite des séances servant de support à la réflexion,... Il doit permettre également au candidat de montrer ses capacités de communication vis-à-vis des membres de la commission.
- **la limitation de la soutenance du dossier à une seule lecture d'un document préparé**
- l'impossibilité pour un candidat de regarder les membres du jury
- **l'incapacité des candidats à prendre du recul** par rapport à un outil ou une stratégie pédagogique mises en avant dans le dossier et la difficulté à enrichir le questionnement initial
- **le manque de réponses apportées** aux besoins particuliers des élèves
- **l'absence d'analyse critique** concernant les difficultés rencontrées, lorsque le candidat reste dans une présentation de l'action sans manifester la nécessaire prise de distance
- **le catalogue de textes, sans écrit réflexif et sans étayage** sur la pratique professionnelle
- **un manque de connaissance sur le thème d'investigation**

Épreuve 3 : la posture d'enseignant ressource

Cette épreuve a pour objectif de valoriser les dimensions suivantes de l'enseignant spécialisé (cf BOEN n°10 du 11 mars 2021) : sensibiliser à l'éducation inclusive, jouer un rôle moteur dans l'environnement et apporter une vraie expertise à l'équipe pédagogique ou éducative. La présentation prendra appui sur une action réellement menée et non sur un catalogue d'actions ou une action virtuelle.

Le candidat mettra en évidence, lors de la présentation, son rôle de personne ressource ASH en précisant : les besoins identifiés justifiant de l'action, les objectifs visés, le public concerné, les modalités retenues, et les retours qui ont été identifiés. Il doit y avoir d'abord ciblage des besoins à partir de constats identifiés (éventuellement de façon collégiale) - puis identification d'une action nécessitant les compétences particulières de l'enseignant spécialisé, en lien avec d'autres partenaires. L'action retenue procède du libre choix du candidat. Elle ne peut être restreinte à un travail mené auprès d'élèves : elle doit être pensée dans le cadre d'une équipe professionnelle et doit permettre de modifier le regard porté sur les élèves à besoins éducatifs particuliers. Il ne s'agit pas d'une expertise solitaire, mais bien d'une action co-construite permettant d'accompagner des pratiques pédagogiques en évolution. En ce sens, l'enseignant spécialisé n'est pas qu'un enseignant supplémentaire, mais un collègue favorisant l'analyse des pratiques pédagogiques favorables à la réussite scolaire. Au-delà du seul apport d'une « boîte à outils », il favorise auprès des partenaires la bonne compréhension des concepts clés de l'éducation inclusive et leur propre implication dans les dynamiques en cours.

Le candidat montrera qu'il possède la maîtrise des concepts en jeu et qu'il sait identifier les ressources territoriales. Il s'assurera par ailleurs que les conditions matérielles de présentation sont bien réunies le jour de l'épreuve (vidéoprojecteur, ordinateur, enceinte, accès wifi si nécessaire...). Si la présentation sous forme de diaporama a été majoritairement choisie, le candidat veillera à ce que la forme retenue soit pertinente avec les impératifs d'une bonne communication envers les membres de la commission.

• le jury a valorisé :

- **la capacité du candidat à incarner une éthique professionnelle**, en accord avec les enjeux sociétaux de l'éducation inclusive,
- **la capacité à communiquer avec les divers partenaires et acteurs de l'éducation inclusive et à établir des relations de confiance et de collaboration**, afin qu'il y ait une action co-construite dans le cadre d'une dynamique inclusive et que l'action soit travaillée de façon collective,
- **la connaissance du cadre réglementaire** relatif aux parcours des élèves,
- **l'analyse de l'environnement dans lequel l'action prend place**, en relation avec la définition systémique du handicap ou de la grande difficulté scolaire : les besoins repérés doivent reposer sur une définition claire et partagée de l'inclusion.
- **la capacité à disposer d'un répertoire concret** dans différentes situations, en lien avec le contexte d'exercice et avec l'enseignement spécialisé,
- **la pertinence des outils travaillés et partagés en partenariat**,
- **la capacité du candidat à être force de proposition** en tant que personne ressource envers les différents partenaires concernés par son action,

- **la capacité à utiliser au mieux les 10 minutes dévolues à la présentation de l'action.** La présentation d'une courte vidéo en appui de l'exposé a été appréciée,
- **les compétences communicationnelles du candidat vis-à-vis de la commission** (choix du support de présentation, aisance dans l'exposé, maintien de la vigilance, présentation dynamique, esprit de synthèse et de clarté,...)
- **la possibilité d'une action évaluée et prolongée dans le temps**, qui manifeste que l'action excède la seule épreuve du CAPPEI et n'a pas été élaborée seulement pour les besoins de cette épreuve. L'action doit être séquencée dans le temps (donc mise en place suffisamment tôt dans l'année) et montrer les évolutions constatées, par des indicateurs élucidés tout au long.

• le jury a pénalisé :

- **le non-respect du cadre de l'épreuve** : une action développée avec un autre enseignant ne garantit pas qu'elle place le candidat en position de personne ressource en matière d'éducation inclusive si cette dernière n'est pas précisément définie. Il est nécessaire par exemple de s'assurer que l'action présentée ne se situe pas comme simple co-intervention avec un collègue,
- **la difficulté des candidats à se positionner dans une dynamique inclusive**, en restant dans un schéma intégratif,
- **la présentation d'une action isolée**, non traitée en coopération avec d'autres partenaires,
- **la paraphrase** entre les supports de l'exposé (diaporama, livret) et les propos tenus lors de la présentation,
- **une expression relâchée ou un débit trop rapide**,
- **la difficulté à argumenter** durant l'entretien ou à prendre en compte les questionnements du jury (en rappelant que le temps contraint lié à cet exercice – vingt minutes – impose des réponses concises, précises et argumentées)
- **un discours trop ou pas assez référencé** (articulation théorie / pratique),
- **une représentation déficitaire des partenaires** (parents, associations, collègues de l'éducation, médico-social, etc).
- **une action de personne ressource auprès des enseignants se limitant à une action de surface (présentation du dispositif ULIS et de son cadre réglementaire)**, sans une avancée sur les terrains didactiques et pédagogiques.

Conseils supplémentaires aux candidats

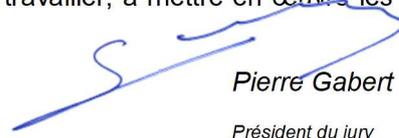
Lors de l'année de formation, dans la quasi-totalité des cas, les candidats exercent pour la première fois sur un poste spécialisé. En conséquence, les stagiaires sont parfois submergés par les informations et les outils présentés. Ils n'arrivent pas toujours à les trier ou les adapter à leur terrain et leur pratique.

Il est vivement déconseillé d'opérer, à quelques jours des épreuves, des modifications significatives dans la construction de la séance présentée. Il est rappelé que celle-ci dans une séquence d'apprentissage, dans un temps long. Les changements de dernière minute sont souvent source de stress, voire de surcharge cognitive, laquelle constituera un réel frein pour les échanges avec le jury le jour de l'examen.

Le jury conseille de respecter l'échéancier proposé en formation pour mieux penser, rédiger, finaliser, faire relire son dossier et ainsi avoir du temps pour préparer sa présentation orale.

A la fin de l'année de formation (une année « inconfortable » notamment en raison des conditions d'alternance), le jury note souvent un manque d'expérience et de pratique face aux élèves. La seconde année d'exercice permet souvent un saut qualitatif dans les prestations, à condition que les candidats continuent à travailler, à mettre en œuvre les conseils prodigués.

- Juin 2023 -


Pierre Gabert
Président du jury